



OBJECTIF AFRIQUE



LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 225 – 4 MAI 2022

ZOOM SUR ... les mesures des pays africains pour lutter contre les pressions inflationnistes, exacerbées par la guerre en Ukraine

LES TITRES A LA UNE

L'Angola lève 1,75 Md USD sur les marchés internationaux

Lancement du programme de financement du commerce d'ajustement à la crise ukrainienne de 4 Mds USD pour l'Afrique (UKAFPA) de l'Afreximbank

Le Ghana inaugure la première usine de fabrication de vaccins sur son territoire

LE CHIFFRE A RETENIR

3,8 %

La projection de croissance de l'Afrique subsaharienne en 2022 selon le FMI

TABLE DES MATIERES

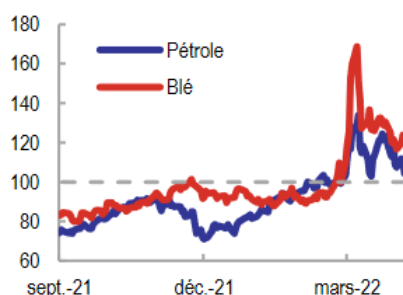
Zoom sur...	2
Conjoncture	2
Environnement des affaires	7
Projets et financements	9
Secteurs d'activités	10
Energies et matières premières	10
Industrie	11
Transport et infrastructures	11
Agriculture et agroalimentaire	13
Services	13
Agenda	15
Contacts	16

Zoom sur...

Les pays africains renforcent les mesures de lutte contre les pressions inflationnistes, exacerbées par la guerre en Ukraine

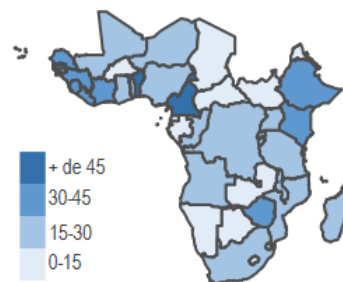
Les pays du continent africain ont pour la plupart subi de fortes tensions inflationnistes en 2021, qui ont concerné tant les denrées alimentaires (qui représentent environ 40 % du panier de consommation de la région) que les produits non alimentaires. **La guerre en Ukraine a exacerbé ces tensions avec un renchérissement des prix du pétrole et des denrées alimentaires**, en particulier du blé, qui constitue un aliment de base essentiel dans la plupart des pays africains. D'après le Fonds monétaire international, les prix devraient augmenter de +12,2 % en Afrique subsaharienne en 2022, du fait notamment de la guerre en Ukraine. Ces tensions inflationnistes sont plus prononcées dans les pays tributaires des importations de denrées alimentaires, en raison de la hausse des prix denrées alimentaires mondiaux.

Cours mondiaux des produits de base, 2021-22
(Indice, 22 février 2022 = 100)



Sources : Bloomberg, L.P. ; calculs des services du FMI

Part des céréales dans les importations de denrées alimentaires, 2019
(En %)



Sources : Atlas of Economic Complexity ; calculs des services du FMI.

Face à la conjoncture internationale sur les prix des produits de première nécessité, **de nombreux gouvernements et banques centrales d'Afrique subsaharienne ont décidé de mesures d'accompagnement**, afin de réduire l'impact sur le pouvoir d'achat des ménages.

Les banques centrales de plusieurs pays (Afrique du Sud, Angola, Ghana, Rwanda, Sierra Leone, Zambie) **ont commencé à relever leurs taux directeurs** pour juguler les tensions inflationnistes, et la politique monétaire a également été resserrée dans la région de la CEMAC dans l'objectif de soutenir la position extérieure et le niveau des réserves de change. Ces tensions inflationnistes imposent un arbitrage difficile aux banques centrales qui cherchent à freiner l'inflation sans entraver la reprise économique.

Des mesures de maintien des subventions visant à stabiliser les prix des carburants et des produits alimentaires de première nécessité ont été actées dans la plupart des pays, impliquant un coût important pour les finances publiques. Au Cameroun, le gouvernement a ainsi annoncé le maintien des prix actuels des carburants et du gaz domestique, impliquant des subventions de l'Etat à hauteur de 740 Mds FCFA (1,1 Md EUR, soit l'équivalent de 3 points de PIB). Dans plusieurs pays, **des allègements fiscaux au profit des entreprises, ainsi que des exonérations de taxes et droits de douane à l'importation** ont été mis en place. Selon le FMI, des mesures ciblées et temporaires peuvent être efficaces pour protéger les ménages les plus fragiles, en laissant davantage de temps pour s'adapter aux prix internationaux.

Les autorités des Etats de la région cherchent enfin à **sécuriser leurs approvisionnements en denrées alimentaires de base**, afin de reconstituer des stocks et éviter les pénuries.

Conjoncture

Afrique - Le FMI publie ses nouvelles prévisions de croissance

Dans le cadre de ses assemblées de printemps, conjointes avec la Banque Mondiale, le FMI a présenté le 17 avril ses nouvelles prévisions macroéconomiques (World Economic Outlook).

En Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana), la Guinée, le Mali et le Niger ont vu leur taux de croissance révisés à la baisse pour 2021, alors que les estimations des autres pays ont été révisées à la hausse. La plus importante révision à la hausse concerne le Cap-Vert (+2,9 p.p.) qui a connu l'une des plus fortes croissances de la zone (+6,9%) en 2021. Pour l'année 2022, le FMI table sur une croissance positive pour tous les pays de la sous-région. Toutefois, les taux de croissance ont été révisés à la baisse, à l'exception de ceux du Niger (+0,3 p.p.) et de la Mauritanie (stable). La plus forte révision à la baisse concerne le Mali (-3,3 p.p.). Le Niger devrait enregistrer la plus forte croissance (+6,9%) de la sous-région en 2022 (et subsaharienne). Il serait suivi par la Côte d'Ivoire (+6%) et le Bénin (+5,9%).

En Afrique centrale, dans la zone CEMAC, la croissance du PIB réel est projetée à 4 %, en lien notamment avec un réajustement faisant suite à la faible performance enregistrée en 2021 avec une croissance de 1,4 %, la moitié des pays de la sous-région ayant connu une récession. La révision à la hausse de 1,4 point de la croissance 2022 de la zone par rapport à ce qui était envisagé en octobre 2021 s'explique en partie par la révision de la base 2021 (-1,0 point par rapport aux prévisions d'octobre), ainsi que par une reprise de la croissance dans les pays producteurs de pétrole. Dans le détail, la plus forte croissance dans la sous-région serait enregistrée en Guinée équatoriale avec une prévision à 6,1 %, qui s'explique principalement par la chute du PIB en 2021 (-3,5 %) du fait de l'arrêt temporaire du complexe gazier de Punta Europa en fin d'année. Hors CEMAC, la croissance progresserait à 6,4 % en RDC -qui bénéficie du niveau élevé des prix des minerais-, tandis qu'elle enregistrerait une légère baisse à 1,6 % à Sao Tomé-et-Principe.

En Afrique de l'Est et Océan Indien, deux constats peuvent être faits concernant la croissance du PIB entre les prévisions effectuées dans le rapport publié en octobre 2021 et celui d'avril 2022 : (i) une révision à la hausse de la croissance du PIB en 2021 pour l'ensemble des pays de la zone à l'exception de Maurice (diminution d'1,1 point de pourcentage,) de Djibouti (de 5,0 % à 4,0 %) et du Soudan (de 0,9 % à 0,5 %) entre les deux périodes, et, (ii) à l'inverse, des perspectives de croissance plus faible pour les pays d'AEOI pour l'année en cours, hormis pour le Soudan du Sud (estimation inchangée à 6,5 %) et Madagascar (+ 0,3 pp, à 5,1%). La révision à la hausse de la croissance pour l'année 2021 s'explique par une reprise économique *post* pandémie plus vigoureuse que prévue, en particulier au Rwanda (de 5,1 % à 10,2 %), suivi de l'Éthiopie (de 2,0 % à 6,3 %), du Kenya (de 5,6 % à 7,2 %) et des Seychelles (de 6,9 % à 8,0 %). En 2022 les perspectives d'une diminution de la croissance s'expliquent par les effets directs et indirects de la guerre en Ukraine débutée fin février (hausse du cours des prix des biens alimentaires, des intrants agricoles et des carburants, goulot d'étranglement des chaînes de logistique mondiale). Le Soudan, les Seychelles et Djibouti sont les pays ayant connu une révision de croissance à la baisse la plus élevée en 2022, respectivement de - 3,2 pp (3,5 % à 0,3 %), - 3,1 pp (7,7 % à 4,6 %) et - 2,5 pp (5,5 % à 3,0 %).

En Afrique australe, après un net rebond en 2021 (+3,6%), la croissance devrait ralentir de manière significative en 2022, pour atteindre 2,4% -- soit nettement en deçà de la prévision pour l'Afrique subsaharienne (+3,8%). Malgré le contexte international, la prévision pour 2022 pour la sous-région est supérieure de 0,2 point à celle publiée en octobre 2021. Le FMI a revu ses prévisions à la hausse pour la Zambie (3,1% en augmentation de 2 points par rapport à la prévision d'octobre 2021), l'Angola (3% soit 0,6 point) et le Zimbabwe (+3,5% soit +0,4 point) – grâce notamment au nouveau rebond des cours des matières premières (fer, hydrocarbures, or, etc.). Les prévisions pour l'Afrique du Sud restent inchangées à +1,9%. A l'inverse, la croissance devrait être moins forte qu'attendue au Botswana (+4,3% soit -0,4 point) et au Mozambique (+3,8% soit -1,5 point).

Afrique centrale - Evolution des prix en zone CEMAC : l'inflation a atteint 1,6 % en 2021, mais pourrait grimper à 3,6 % en 2022 selon la BEAC

Selon la [note publiée par la BEAC sur l'évolution des prix en zone CEMAC](#), l'inflation en moyenne annuelle se serait élevée à 1,6 % en 2021, après 2,3 % en 2020. En glissement annuel, le niveau général des prix aurait progressé de 2,6 % à fin décembre 2021, contre 2 % un an plus tôt. Cette hausse serait principalement portée par les prix des produits alimentaires. La tendance à la hausse découle notamment de l'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires, des difficultés d'approvisionnement des importateurs en lien avec la hausse du coût du fret maritime. La BEAC évoque également le déficit de production agricole dans la sous-région, qui explique la tendance structurelle à la hausse des prix des produits alimentaires.

S'agissant de l'année 2022, la BEAC table sur une relative stabilité de l'inflation à fin mars 2022 par rapport à décembre 2021. La BEAC projette toutefois un taux d'inflation autour de 3,6 % en 2022, avant un retour au niveau de la norme communautaire de 3 % à l'horizon 2025. Cette évolution des prix résulterait notamment de la guerre en Ukraine avec les tensions inflationnistes sur l'énergie, les denrées alimentaires et les intrants agricoles et industriels, mais aussi les aléas climatiques qui touchent les pays sahéliens de la zone.

Afrique du Sud - Le Trésor émet pour 3 Mds USD d'obligations internationales (NT)

Le 12 avril, le National Treasury (NT) a émis sur le marché international deux obligations souveraines (Eurobond) pour un montant total de 3 Mds USD – 1,4 Md USD sur une maturité de 10 ans assortie d'un taux d'intérêt de 5,875% et 1,6 Md USD sur 30 ans à 7,3%. L'opération a été

très nettement sursouscrite, à hauteur de 7,1 Mds USD, avec notamment un fort intérêt des investisseurs occidentaux (Union européenne, Etats-Unis et Royaume-Uni). Selon le communiqué publié par le NT, ce succès démontre la confiance retrouvée des investisseurs pour la signature sud-africaine, portée par le renforcement des fondamentaux macroéconomiques et une gestion plus prudente des finances publiques. L'émission vise à refinancer les engagements du gouvernement en devises, conformément à la stratégie présentée en février dans le budget 2022/23. L'Afrique du Sud est le 3e pays africain à émettre des Eurobonds depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, après le Nigeria et l'Angola. Pour le pays, la dernière levée de ce type remontait à septembre 2019 (3 Mds USD sur une maturité de 30 ans au taux de 5,75%).

Afrique du Sud – L'impact économique des inondations

Le 11 avril, des précipitations records dans les régions du Kwazulu Natal (KZN), les plus importantes depuis soixante ans, ont entraîné de graves inondations. A ce jour, le bilan fait état de près de 450 victimes et 4 000 logements entièrement détruits. Le 18 avril, après s'être rendu sur place, le Président Cyril Ramaphosa, a déclaré l'Etat d'urgence nationale. Il a annoncé le déploiement de près de 10 000 soldats dans les zones affectées et le déblocage de 1 Md ZAR (61 MEUR) afin de sécuriser les approvisionnements en eau, reloger les populations et reconstruire les infrastructures.

La catastrophe a touché une province clé pour l'économie du pays (second pôle économique après le Gauteng – Johannesburg et Pretoria – à l'origine d'environ 15% du PIB). Le KZN avait déjà par ailleurs été affecté par des émeutes et des pillages en juillet 2021.

Les coûts exacts des dégâts ne sont pas encore connus, mais les premières estimations font d'ores et déjà état de plusieurs milliards de rand (dont, à ce jour, 442 M ZAR pour la reconstruction de près de 600 écoles détruites selon le Ministère de l'Education, 222 M ZAR de dommages pour l'industrie de la canne à sucre selon l'association professionnelle du secteur,

245 M ZAR de déclarations de sinistre déposées auprès de l'assureur Old Mutual et 737 M ZAR de dégâts pour la ville de Durban selon la Chambre de Commerce et d'Industrie).

De nombreuses infrastructures ont été endommagées, dont certaines stratégiques, comme le port de Durban, d'où transite près de 60% des échanges sud-africains. L'entreprise publique de logistique Transnet a annoncé la reprise des opérations dès le 13 avril, mais les inondations devraient se traduire par de nouvelles difficultés sur le plan logistique. Par ailleurs, la région du KZN est un pôle industriel majeur, notamment pour l'industrie automobile : plusieurs sites de production ont subi d'importantes dégradations, comme l'usine de Toyota qui a dû stopper ses activités.

Angola - L'excédent courant atteint un niveau record en 2021 (BNA)

Selon les données de la banque centrale (Banco Nacional de Angola), l'excédent courant de l'Angola a atteint 8,4 Mds USD en 2021, soit 12,4% du PIB – contre 0,9 Md USD et 1,6% du PIB l'année précédente. Le pays enregistre ainsi un excédent courant pour la quatrième année consécutive, à un niveau qui n'avait pas été observé depuis 2012.

Cette bonne performance s'explique avant tout par la forte progression de l'excédent commercial (+93% à 22 Mds USD). Les exportations ont en effet progressé de 60%, pour atteindre 33,6 Mds USD, composées à près de 95% d'hydrocarbures. Dans le même temps les importations n'ont augmenté « que » de 24%, pour atteindre 11,8 Mds USD. Le déficit de la balance des services a crû de 26% (-6,9 Mds USD) – en lien notamment avec l'augmentation des coûts du fret. Le déficit de la balance des revenus primaires a lui aussi augmenté (+17% à 5,7 Mds USD) – en lien avec la hausse des dividendes versés par les compagnies pétrolières internationales.

Angola - Le pays lève 1,75 Md USD sur les marchés internationaux (Bloomberg)

Le 7 avril, l'Angola a émis un Eurobond d'un montant de 1,75 Md USD sur une maturité de 10 ans assorti d'un coupon de 8,75%. Le pays retourne ainsi sur les marchés internationaux pour la première fois depuis 2019. Sur le montant levé, le gouvernement indique que 750 MUSD (soit 42%) seront dédiés au refinancement de la dette (rachats de titres arrivant à maturité en 2025 puis 2028). Le succès de l'opération, qui a été plus de deux fois sursouscrite, confirme l'intérêt renouvelé des investisseurs pour le pays, qui a connu une amélioration significative de sa situation macroéconomique ces derniers mois – baisse de 45 points du taux d'endettement en 2021, perspective de croissance à court terme dans le contexte de la forte augmentation des prix du pétrole, etc. Malgré le rehaussement des notations souveraines du pays par Fitch et S&P Global, ces dernières restent toujours six crans en territoire spéculatif.

Cap-Vert - La dette publique dépasse 150% du PIB en février 2022

Selon le rapport de synthèse budgétaire du Ministère des Finances, l'encours de la dette publique du Cap-Vert a augmenté de 9,3% en février 2022 en glissement annuel (g.a.) pour atteindre 284,6 Mds CVE (2,6 Mds EUR), soit 150,6% du PIB.

L'allègement ou la restructuration de la dette extérieure du Cap-Vert est un objectif à court terme assumé par le gouvernement, qui serait en pourparlers avec certains créanciers internationaux, dont le Portugal, afin de libérer des ressources financières pour la soutenir la reprise économique.

Ghana – L'inflation au Ghana atteint son plus haut niveau en 12 ans à 19,4%

Le taux d'inflation du Ghana a atteint son plus haut niveau en plus de 12 ans en mars, les chocs d'approvisionnement causés par la guerre en Ukraine ayant entraîné des augmentations des prix des aliments, du carburant et des engrais. Le taux à 19,4% en glissement annuel a surpris

par sa forte hausse, contre des attentes consensuelles à 16,5% environ. Pour rappel, le taux d'inflation en glissement annuel était de 15,7% en février 2022.

Les principaux moteurs de l'inflation en mars sont la hausse des coûts des denrées alimentaires (22,4 % en glissement annuel) et des transports (27,6%). Des augmentations soutenues du taux d'inflation sont susceptibles de mettre la banque centrale sous pression pour relever les coûts d'emprunt en mai, car les taux d'intérêt réels sont désormais négatifs, après être devenus positifs lorsque le Comité de politique monétaire avait relevé les taux de 14,5% à 17% en mars.

Le rendement de l'euro-obligation 2026 du Ghana a augmenté d'environ 90 points de base depuis le début du mois d'avril.

l'Algérie, premier d'Afrique avec plus de 9 Md USD. Cette augmentation se distingue de l'évolution générale de dépenses militaires en Afrique subsaharienne (+4,1% pour 2020-2021) et dans le monde (+0,7%). Selon le président de la Commission des Finances de la chambre basse du Nigéria, les seuls salaires des forces armées représentent 80% du budget militaire annuel.

Madagascar - L'agence Standard & Poors accorde une notation inaugurale de B- aux emprunts à long terme de Madagascar

L'agence *Standard & Poors* a décidé le 11 avril d'accorder une notation inaugurale B- pour les emprunts à long terme en monnaie locale à la République de Madagascar, avec perspectives positives. Selon le ministère de l'Economie et des Finances, la notation reflète le niveau modéré de la dette publique du pays, notamment soutenue par le FMI dans le cadre du programme de Facilité élargie de crédit (FEC). La dette publique malgache pourrait légèrement baisser à 52,9 % du PIB en 2022 (contre 53,1 % en 2021).

Nigéria – Le budget militaire du Nigéria a augmenté de 56% entre 2020 et 2021

Le Nigéria a porté ses dépenses militaires en 2021 à 4,5 Md USD, soit une augmentation de 56% par rapport à 2020. Le pays représente désormais 11,3% des 39,7 Md USD dépensés sur l'ensemble du continent. C'est ce que souligne le SIPRI dans son dernier rapport annuel paru ce 22 avril. Ainsi, le Nigéria représente le premier pays d'Afrique subsaharienne en termes de dépenses militaires, mais demeure loin de

Environnement des affaires

Afrique de l'Ouest – L'encours des crédits de la microfinance en hausse de 22% en 2021 dans l'UEMOA

D'après la fiche "Situation de la microfinance dans l'UMOA au 31 décembre 2021" de la BCEAO, l'UEMOA compte 508 systèmes financiers décentralisés (SFD), avec une clientèle estimée à 17 millions de personnes et 4 366 points de service répartis sur la période sous revue. Le montant des dépôts collectés par les SFD a augmenté de 365 Mds FCFA (556,4 M EUR) par rapport à 2020, soit +23,3%, pour s'établir à 1 933,5 Mds FCFA (2,9 Mds EUR), en lien principalement avec la progression des dépôts en Côte d'Ivoire (+99,9 Mds FCFA ; +152,3 M EUR), au Sénégal (+69,6 Mds FCFA ; +106,2 M EUR) et au Togo (+69,7 Mds FCFA ; +104,7 M EUR). A noter que l'épargne recueillie par le secteur de la microfinance de l'UEMOA représente 5,1% de celle collectée par les établissements de crédit de la zone.

Guinée équatoriale - La Guinée équatoriale amorce d'importantes réformes dans le cadre du programme FMI

Dans le cadre du programme FMI signé par le gouvernement en 2019, la Guinée équatoriale (GE) a entrepris d'avancer sur une série de réformes nécessaire pour permettre de déclencher une première revue du FMI. Fin mars, le gouvernement de GE a publié le formulaire de déclaration de patrimoine et d'intérêts conformément à la loi no. 1/2021 du 10 mai (loi anticorruption). La déclaration de patrimoine et d'intérêts est une obligation pour les hauts fonctionnaires et les agents exposés par la spécialité des tâches qu'ils accomplissent à un risque accru de corruption. Au mois d'avril, le gouvernement a également publié une liste d'actifs publics à privatiser selon deux modalités : (i) des organismes autonomes et des entreprises publiques (télécommunication, électricité, compagnie aérienne, centre de

contrôle technique), et (ii) des actifs faisant l'objet d'autres formes de privatisation (hôtels, infrastructures éducatives, sanitaires, portuaires, aéroportuaires, routières). La privatisation peut impliquer le transfert total des actifs ou le transfert de la gestion au secteur privé. La vente de ces actifs devrait impliquer des appels d'offres internationaux ouverts et transparents.

Ethiopie - Absorption de la dette des entreprises publiques par le LAMC

La Société de gestion du passif et des actifs de l'État (*Liability and Asset Management Company - LAMC*) a réglé un total de 27,3 Mds ETB (530,5 MUSD) de dettes dues par les entreprises publiques (SoEs) au cours des six derniers mois de l'année fiscale 2021/22. La dette réglée par la LAMC comprend 13,9 Mds ETB (270,1 MUSD) dus par l'*Ethiopian Sugar Corporation* et 13,3 Mds ETB (258,4 MUSD) de dettes de l'*Ethiopian Chemical Corporation*. Ceci intervient six mois après un premier règlement de 35,0 Mds ETB (680,0 MUSD) des dettes de l'*Ethio-Engineering Group*, (ex-METEC, appartenant au groupe tigréen EFFORT), l'*Ethiopian Electric Utility* et la *Chemical Industry Corporation*. Sur une dette qui totaliserait 611 Mds ETB (11,9 Mds USD), le principal créancier est la *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE). Créée l'année dernière par le ministère des Finances avec un capital de 570 Mds ETB (11,1 Mds USD), la LAMC prévoit d'absorber près de 500 Mds ETB (9,7 Mds USD) de dette des SoEs, dont 62 Mds ETB (1,2 Md USD) ont déjà été réglés (soit seulement 10 % de la dette totale des SoEs).

Kenya - Des retards dans le paiement des compensations aux distributeurs de pétrole occasionnent des pénuries de carburant

La hausse récente des prix mondiaux des hydrocarbures a contraint l'EPRA, l'autorité de régulation du secteur de l'énergie, à augmenter les tarifs régulés de l'essence et du diesel à la pompe le 14 mars dernier de 4,0 et 4,5 % respectivement par rapport au 14 février 2022,

après une stabilisation des prix depuis octobre 2021. La compensation des distributeurs est normalement assurée par un fonds de stabilisation (*Petroleum Development Fund*), mais a été régulièrement retardée depuis. En conséquence des tensions sur leur trésorerie, les distributeurs ont ralenti les chaînes d'approvisionnement depuis les dépôts côtiers, occasionnant des difficultés d'approvisionnement pour les détaillants et des pénuries pour les consommateurs dans plusieurs régions du pays. Andrew Kamau, secrétaire principal du ministère du Pétrole et des Mines, a cependant assuré, citant des données de l'EPRA, que le Kenya dispose actuellement de stocks suffisants d'essence, de diesel (217 millions de litres, soit 22 jours de consommation) et de pétrole lampant (55 millions de litres soit 17 jours). Les arriérés de paiement ont été partiellement réglés mardi 5 avril à hauteur de 8 Mds KES (soit 69 MUSD), devant permettre le réapprovisionnement progressif des stations. Une enquête sur les pénuries est actuellement en cours, ouvrant la voie à de possibles sanctions financières et retraits de licences, s'il est avéré que certains acteurs ont délibérément stocké des produits à des fins de spéculation.

Kenya - L'OCDE exhorte le Kenya à abandonner son projet de doubler la taxe sur les services numériques et à adopter l'accord sur l'imposition minimale à 15 %

Lors de la présentation du budget 2022/2023, le secrétaire du Trésor Ukur Yatani a annoncé la volonté du gouvernement de doubler sa taxe sur les services numériques, de 1,5 % à 3 % à partir du 1^{er} juillet 2022. La proposition relative à cette taxe, qui s'applique aux entreprises étrangères qui fournissent des services en ligne au Kenya (vente de livres électroniques, de films, de musique, de jeux et d'autres contenus numériques) telles que Google, Amazon ou Netflix, entrera en vigueur si les législateurs l'approuvent et si le président la signe.

Cette décision unilatérale a été critiquée par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) qui promeut quant à elle un taux d'imposition minimal mondial de 15 % des entreprises multinationales dont le chiffre d'affaire est

supérieur à 750 MEUR à partir de 2023. Conclu par 136 pays et juridictions qui représentent plus de 90% du PIB mondial le 8 octobre dernier, l'accord devrait permettre la réallocation plus de 125 Mds USD de bénéfices des plus grandes entreprises multinationales à des pays du monde entier, afin que ces entreprises paient une part équitable d'impôts partout où elles opèrent et génèrent des bénéfices. Le Kenya, ainsi que le Nigéria, le Pakistan et le Sri Lanka, font partie des rares pays n'ayant pas adhéré à l'accord.

Sénégal – Adoption par le Parlement de la loi sur la gouvernance des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures

L'assemblée nationale a adopté le 11 avril, le projet de loi relatif à la répartition et à l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures. Ce projet de loi est pris en application du code pétrolier adopté en 2019, a précisé le ministre des Finances et du Budget. Selon ce dernier, cette loi détermine le partage des recettes provenant de l'exploitation des hydrocarbures entre le budget général, un fonds de stabilisation pour se prémunir de risque de volatilité des recettes d'hydrocarbures et un fonds intergénérationnel destiné aux générations futures. Elle définit également le principe et les mécanismes d'utilisation des recettes affectées au budget général.

Projets et financements

Afrique - Lancement du programme de financement du commerce d'ajustement à la crise ukrainienne de 4 Mds USD pour l'Afrique (UKAFPA) de l'Afreximbank

Suite à l'invasion russe en Ukraine, l'Afreximbank a mis en place un programme de financement du commerce de 4 Mds USD. Approuvé fin mars 2022, l'*Ukraine Crisis Adjustment Trade Financing Programme for Africa* vise à soutenir les économies africaines face aux effets de l'invasion russe à travers 5 axes : (i) le financement de l'ajustement des coûts de réorganisation des importations ; (ii) le financement du rachat de pétrole et de métaux ; (iii) la stabilisation des recettes d'exportation de produits de base ; (iv) le financement du déficit des recettes touristiques ; (v) la mise en place d'une ligne de crédit d'accélération des recettes d'exportation.

Bénin – Conclusion d'un accord de financement de 700 M USD avec les services du FMI

Les services du Fond monétaire international (FMI) ont annoncé le 22 avril dernier la conclusion d'un accord avec le Bénin qui sera soumis à l'approbation du Conseil d'Administration du FMI mi-juin 2022. Ce programme couvrira une période de 42 mois et s'appuiera sur une facilité élargie de crédit (FEC), et un accès au mécanisme élargi de crédit (MEC) pour un montant global de 484 M DTS (700 M USD soit 391% de la quote-part du Bénin). Ce montant viendra appuyer le programme économique et financier du gouvernement en se concentrant sur : (i) la mobilisation des recettes, (ii) la priorisation des dépenses et l'amélioration de leur efficacité tout en préservant la viabilité de la dette, (iii) et le renforcement de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que l'amélioration de la gouvernance.

Côte d'Ivoire - Lancement du projet de développement de chaînes de valeur compétitives

Le 2 avril 2022, le 1er ministre ivoirien a officiellement lancé le Projet des chaînes de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économique (PCCET). Financé par la Banque mondiale à hauteur de 200 M USD, ce projet se concentrera dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'agro-industrie et l'industrie manufacturière en permettant aux acteurs des chaînes de valeur de surmonter les défaillances du marché, grâce à la fourniture de services pour améliorer les normes de qualité, valoriser les produits et accéder à des marchés à plus forte valeur ajoutée. Les filières de l'hévéa, de l'ananas, du palmier à huile, de la mangue et du plastique sont particulièrement concernées.

Tanzanie - Le rapport « EU Investment in Tanzania » 2022 fait état des relations économiques entre l'UE et la Tanzanie

Selon le rapport « *EU Investment in Tanzania* » 2022, officiellement lancé ce mercredi 30 mars, les entreprises européennes auraient investi 1,5 Md USD en Tanzanie entre 2013 et 2020, générant 151 000 emplois directs dans le pays. Ces investissements européens se concentrent en majorité dans le secteur agricole (28 %) et le tourisme (26 %). Parmi les membres de l'Union européenne les plus présents en Tanzanie, la France se place en deuxième position, bien après les Pays-Bas, avec un flux d'IDE français en Tanzanie de 209 M USD sur la période 2013-2020.

Concernant les échanges commerciaux, les exportations tanzaniennes vers l'UE se sont élevées à 456 MEUR en 2021. Les importations tanzaniennes en provenance de l'UE, elles, ont atteint 856 MEUR (la France étant le 1^{er} pays européen exportateur en Tanzanie). L'Union européenne a perdu son statut de principal partenaire de la Tanzanie, résultat de la concurrence de la Chine et de l'Inde sur le marché national et, plus récemment, de l'effet du Brexit. En 2020, l'UE représentait 10 % des débouchés à l'export de la Tanzanie et 12 % de ses importations totales.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Guinée – Les compagnies minières sommées de transformer la bauxite sur place

Soucieux de faire de l'exploitation des ressources minières un levier de développement du pays, le Président de la Transition a enjoint, le 8 avril 2022, les entreprises minières de bauxite de construire des usines de transformation du minerai sur le territoire, conformément aux conventions d'établissement signées, pour un partage équitable des revenus. Les entreprises ont désormais jusqu'à fin mai 2022 pour soumettre des propositions et un calendrier pour la construction de ces raffineries, sous peine de sanction. Pour rappel, la Guinée possède les plus importantes réserves mondiales de bauxite (25% du stock mondial) et en est le 2ème producteur mondial, avec 87,8 M tonnes en 2020.

Ethiopie - Signature d'un contrat de 100 MUSD pour la construction d'une centrale de géothermie de 50 MW

La société *Tulu Moyo Geothermal Operations PLC* (TMGO), détenue à 65 % par Méridiam et à 35 % par l'islandais *Reykjavik Geothermal* - a signé fin mars un contrat EPC (d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction) de 100 MUSD avec les sociétés *Mitsubishi Corporation* et *SEPCOIII Electric Power construction*. Ce contrat portant sur une phase I (50 MW d'ici 2024) prévoit la construction d'une centrale de géothermie sur le site d'Iteya à une centaine de km au Sud-Est d'Addis-Abeba. A terme, ce projet vise à exploiter et entretenir une centrale géothermique de 150 MW. Alors que des travaux de forages ont débuté dès mars 2020, la construction de la centrale est prévue pour le Q4 2022. Le bénéficiaire direct de ce projet est le fournisseur *Ethiopian Electric Power (EEP)*, qui a signé un accord d'achat d'électricité

de 25 ans avec TMGO fin 2017. Cette centrale constituera le premier projet accordé à un producteur indépendant d'électricité (IPP) et une alternative à l'hydroélectricité qui représente 89 % du mix énergétique éthiopien.

Nigeria – Engie Energy Access inaugure son premier parc solaire au Nigéria

La société Engie Energy Access, filiale du groupe français Engie, a inauguré, ce mardi 12 avril, son premier parc photovoltaïque dans l'Etat de Niger. Plus de 300 ménages et entreprises de la communauté Gbangba disposent désormais d'un mini-réseau électrique, alimenté à 80% par des panneaux solaires. D'une capacité de 90 KW, ce sont plus de 1500 personnes qui ont pour la première fois accès à l'électricité.

Le Nigéria fait face depuis le mois de mars à plusieurs pannes électriques généralisées, en raison notamment de la vétusté et du manque d'infrastructures. Présent lors de l'inauguration, le directeur général d'Engie Energy Access, Gillian-Alexandre Huart, souhaite construire plus de 100 mini-réseaux à travers le pays d'ici 3 ans. Pour rappel, le Nigéria s'est fixé un objectif de 30% de renouvelables au sein de son mix énergétique, d'ici 2030, tout en étendant la couverture du réseau. En effet, plus de 40% de la population n'a toujours pas accès à l'électricité.

Sierra Leone – Inauguration d'une infrastructure pétrolière d'un montant de 22 M USD

Le 26 avril 2022, le Président sierra-léonais a inauguré une installation pétrolière de la société panafricaine All Pétroleum Product (APP) d'une valeur de 22 M USD. Cette infrastructure, capable de stocker 65 M de litres de produits pétroliers et de procéder au chargement de près de 8 camions à la fois, devrait faciliter l'importation, la commercialisation et la distribution de produits pétroliers aux normes industrielles mondiales.

Industrie Transport et infrastructures

Afrique du Sud - Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour le fret ferroviaire

Transnet, compagnie nationale de chemins de fer, a lancé le vendredi 1er avril, un appel à manifestation d'intérêt, pour fournir des services de fret ferroviaire sur seize lignes du réseau sud-africain – six sur le couloir à conteneurs très fréquenté entre City Deep (Johannesburg) et Durban ; huit entre Springfontein dans l'État libre et East London et deux autres entre Pretoria et East London – y compris des concessions d'embranchements et l'accès aux ports.

L'ouverture du secteur ferroviaire aux entreprises privées est une première depuis la création du réseau, il y a 160 ans. L'appel d'offres de Transnet intervient dans un contexte où le vandalisme des infrastructures met largement à mal le développement du transport ferroviaire dans le pays alors que, par ailleurs, une chute de la production minière et des contre-performances importantes sont enregistrées à l'exportation par les ports sud-africains depuis plusieurs années. Pour rappel, un tiers seulement du réseau ferroviaire sud-africain – le plus grand d'Afrique et l'un des plus importants au monde, avec plus de 36 000 km de voies – est exploité. Les propositions pourront être remises jusqu'au 31 mai 2022.

Angola - Actualités sur le nouvel aéroport de Luanda

L'entrée en service commercial du nouvel aéroport de Luanda, prévu pour le début 2024, est le fruit d'un long processus démarré depuis 1997. Pour rappel, le contrat définitif a été signé en 2017 et mandate l'entreprise chinoise AVIC,

pour la finalisation des travaux. Le montant total de l'opération devrait atteindre 1,4 Md USD.

L'aéroport, qui doit être le 3ème plus grand d'Afrique, avec trois terminaux et 2 pistes dans une première phase, sera construit sur une surface de 11 km². Il est à ce stade dimensionné pour 15 millions de passagers par an (pour un trafic actuel maximum de 3 M passagers/an dans la zone). Il est estimé qu'un minimum de 1200 employés serait nécessaire à son fonctionnement, y compris dans une configuration dégradée. La gestion serait confiée à un opérateur privé (probablement un acteur international compte tenu de la taille de l'infrastructure).

L'un des grands défis pour assurer un minimum de rentabilité à l'ouvrage consiste aujourd'hui à organiser les voies d'accès et les transports (routiers et ferroviaires, via une extension du projet de métro léger de Luanda, dont les travaux n'ont pas encore commencé). L'aménagement logistique autour de l'aéroport (hôtels, zone logistique, logements, ...) est également une condition de son bon fonctionnement et de sa rentabilité. Au-delà, il semble aussi et surtout nécessaire de trouver les moyens d'augmenter le trafic aérien autour de Luanda, notamment pour la compagnie aérienne nationale TAAG, alors que le nouvel aéroport est dimensionné dans une logique de hub aérien régional.

Ghana – Le Ghana inaugure la première usine de fabrication de vaccins sur le territoire

La société pharmaceutique indienne Atlantic Lifesciences Limited a inauguré dans le district de Ningo-Prampram – dans la région du Grand Accra – une usine de production à grande échelle de fluides intraveineux, d'antisérums et de vaccins pour le marché ouest-africain. Le Président de la République du Ghana était présent pour l'inauguration afin de féliciter l'entreprise de ce secteur stratégique : elle est la 107e entreprise à s'installer sur le territoire dans le cadre de l'initiative gouvernementale ghanéenne « Un district, une usine », qui encourage la mise en place d'une entreprise dans chaque district du pays.

L'usine spécialisée de 35 millions de dollars, dotée d'une installation pharmaceutique stérile pour la production de perfusions, de gouttes ophtalmiques, de vaccins, de sérums, d'injections et de médicaments d'anesthésie générale, a été financée par la Ghana Export Import (EXIM) Bank et la Standard Chartered Bank ainsi que par les ressources propres de l'entreprise. Atlantic Lifesciences Ltd ambitionne de fournir des médicaments de qualité mondiale localement et à des prix abordables pour répondre aux besoins médicaux du Ghana et plus généralement de l'Afrique de l'Ouest.

Nigeria – La société RESA remporte le marché de gestion opérationnelle des aéroports internationaux

L'entreprise française basée en Vendée, a signé lors de l'été 2021, un contrat avec l'Autorité fédérale nigériane des aéroports (FAAN) portant sur 22 aéroports. Cet appel d'offres international prévoyait la modernisation des infrastructures informatiques parmi lesquelles l'enregistrement des passagers et des bagages, les logiciels de facturation ou encore le téléaffichage. Ce sont au total 10 logiciels que la société RESA a vendus au Nigéria.

Parmi les aéroports internationaux concernés, ceux d'Abuja et de Lagos disposent déjà des logiciels français depuis décembre 2021. Le déploiement pour les villes de Port Harcourt, Kano et Enugu est prévu pour 2022. Au total, ce sont plus de 20 millions de passagers qui bénéficieront de ce renouvellement.

La société RESA, présente sur 45 plateformes en Afrique, dont le Nigéria, est l'entreprise leader en termes d'informatique aéroportuaire.

Nigeria – Un consortium d'entreprises européennes rencontre le Président Buhari pour mettre en place un complexe pharmaceutique industriel

Les allemands Merck et Rommelag, le belge Unizima et l'espagnol Fredlab ont rencontré le

Président Buhari mercredi dernier. Les quatre entreprises européennes du secteur de la biotechnologie se sont associées à la start-up nigériane PIA BioPharma pour former le Nigeria Integrated Biopharmaceuticals Industries Consortium (NIBI). A la suite de cette réunion, le Président Buhari a communiqué sur le projet de NIBI de créer un complexe biopharmaceutique de niveau mondial au Nigéria. Ce centre permettra notamment de produire des vaccins et des médicaments de base.

Ce projet se met en place alors que le Nigéria a été sélectionné par l'Organisation Mondiale de Santé pour être un des lieux de production des vaccins contre la Covid-19 et que la BAD s'est engagée à soutenir l'industrie pharmaceutique de la CEDEAO. Actuellement, la CEDEAO concentre 70 installations pharmaceutiques industrielles, dont 80 % sont au Nigéria et au Ghana. En mars dernier, l'OMS a annoncé que l'agence de régulation pharmaceutique nigériane avait atteint un niveau de maturité de niveau 3. Cette certification permettra d'accroître la production de médicaments et de vaccins en attirant d'avantage d'investissements dans le secteur. Actuellement, d'après la Société Financière Internationale (SFI), seulement 40 % des capacités de production sont exploitées en raison des difficultés en approvisionnement de substances actives et de la mauvaise maintenance des équipements.

Soudan du Sud - Modernisation du port de Djouba

Lors du lancement de la première barge d'hébergement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), le ministre des Transports a révélé les plans du gouvernement visant à moderniser le port de Djouba et d'autres ports, conformément aux normes internationales. Madut Beir Yel, le ministre, a déclaré que la modernisation du port faciliterait la circulation des personnes et des marchandises le long du Nil ainsi que les échanges avec les pays voisins et les créations d'emplois et d'opportunités commerciales. Le développement du port réduira les coûts du transport, attirera des investissements et développera l'économie du pays.

Agriculture et agroalimentaire

Niger - 20% de la population en situation d'insécurité alimentaire d'ici août 2022

Lors de son discours à la Réunion de haut niveau portant sur les crises alimentaires et nutritionnelles dans les régions du Sahel et du Lac Tchad, le Président nigérien a annoncé qu'environ 4,4 M de personnes (20% de la population) seront en situation d'insécurité alimentaire sévère d'ici la période de soudure (juillet-août 2022). Le taux global de malnutrition aiguë sera de 12,5% et celui de la malnutrition sévère de 2,7%, dépassant les seuils d'urgence fixés par l'OMS (respectivement 10% et 2%) ; d'où un appel urgent aux pays, aux organisations sous régionales et à la communauté internationale pour accroître leurs financements. Il a également souligné au passage que malgré l'accroissement des besoins dans la région, les financements des plans de réponse humanitaire sont en constante baisse depuis 2012. Par ailleurs, selon les analyses de mars 2022 du Cadre Harmonisé, deux départements de la région de Tillabéri, Ouallam et Abala, seraient déjà en situation d'urgence alimentaire – le dernier échelon avant la famine. Face à la crise, le gouvernement a augmenté les volumes de céréales vendues à prix modérés et distribuées gratuitement, tout en baissant les taxes sur les produits alimentaires.

Tchad - Plus de 6 millions de personnes auraient besoin d'une aide humanitaire urgente au Tchad

Les Nations unies et le gouvernement tchadien ont lancé le 14 mars un plan de réponse humanitaire d'un montant de 511 M USD pour venir en aide à plus de six millions de personnes ayant besoin d'une aide, notamment alimentaire, urgente cette année au Tchad selon le Bureau des Nations Unies en charge de la coordination des affaires humanitaires.

Services

Kenya - Google ouvre un centre de développement de produits à Nairobi, son premier en Afrique

La multinationale américaine *Google* a annoncé qu'elle allait créer un centre de développement de produits à Nairobi, son premier en Afrique. Ce centre créera des produits et des services "transformateurs" pour le marché africain et le monde entier. Cette annonce intervient après que le géant de la technologie a révélé en octobre dernier son intention d'investir un milliard de dollars au cours des cinq prochaines années. Le centre sera le deuxième investissement majeur de Google dans la recherche et le développement en Afrique après la création d'un centre d'Intelligence Artificielle et de recherche au Ghana en 2019.

Nigeria – Lancement des travaux pour l'installation du câble Internet sous-marin Equinax par Google

Après le Togo, le Nigéria sera le deuxième pays du continent à accueillir le câble à fibre optique Equinax. Le lancement des travaux a été annoncé par le ministre en charge des Communications et de l'Economie numérique, Isa Pantami, et Juliet Ehimuan –Chiazor, directrice Afrique de l'Ouest de Google. Equinax sera le 6ème câble sous-marin auquel se connectera le Nigéria. D'après Google, la mise en service d'Equinax permettra de renforcer la connectivité à haut débit en multipliant par 5 la vitesse d'Internet et créer ainsi 1,6 millions d'emplois. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de Google d'investir 1 Md USD en Afrique d'ici cinq ans. Au Nigéria, Google a soutenu 6 millions de personnes dans le secteur de la tech au travers de formations, de dons et de programmes d'accompagnement aux start-ups. L'installation de ce câble à fibre optique a été permise par la politique volontariste dans le secteur du numérique du Gouverneur de l'Etat de Lagos, potentiel hub technologique en Afrique. Depuis 2020, dans le cadre d'un PPP, 2 600 kms de fibre optique ont été installés et 1 000 stations télécoms connectées. Le

développement des infrastructures numériques attire de nouveaux investissements. Ce mois-ci seulement, deux nouveaux data centers ont été inaugurés à Lekki tandis que Microsoft a ouvert un centre de recherche et développement à Ikoyi, l'African Development Center, un investissement d'une valeur de 100 MUSD.

Pour rappel, le taux de pénétration d'Internet au Nigéria est de 50 % contre 28 % dans le reste de l'Afrique sub-saharienne. Le pays compte 104 M d'utilisateurs internet en 2021, en progression de 22 % par rapport à 2020.

Agenda

17 au 21 mai 2022	<u>Sommet Africités à Kisumu</u>
19 et 30 mai 2022	<u>Business Forum Afrique de l'Ouest – Union Européenne</u>
7 au 9 juin 2022	African Smart Cities Summit à Johannesburg
13 et 14 juin 2022	<u>Africa CEO Forum à Abidjan</u>
21 au 23 juin 2022	<u>Forum d'affaires Afrique australe à Johannesburg</u>
7 septembre 2022	<u>BlueInvest Africa 2022 aux Seychelles</u>
4 et 5 octobre 2022	<u>Ambition Africa à Paris</u> (Ministère de l'économie, des finances et de la relance)
27 et 28 octobre 2022	Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Abidjan, à l'occasion de la 10 ^{ème} édition de la CGECI Academy

Contacts

Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho,
Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe
Contact : Bertrand FURNO

Angola

Contact : Stephan DUBOST

Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée
Equatoriale, Tchad
Contact : Michel DROBNIAK

RDC, Congo

Contact : Thierry BLIN

Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Contact : Anne-Brigitte MASSON

Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

Tanzanie

Contact : Annie BIRO

Soudan

Contact : Rafael SANTOS

Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée,
Libéria, Sierra Leone

Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie

Contact : Christophe MORCHOINE

Togo, Bénin

Contact : Pascal FOURCAUT

Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

Mali

Contact : Valéry ALVES

Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria

Contact : Pascal FURTH

Ghana

Contact : Olivier MARTIEL

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)

Pauline Fournel (pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>